IMT Nuremberg Archives

H – 4379

International Court of Justice

H4379 – 0002

203

Conventions d'armistice

copie authentifiée

Filed Jan. 22, 1946

INTERNATIONAL MILITARY TRIBUNAL
NURNBERG, GERMANY
RF Exhibit 203
Filed 1/22/46

B 46435
– 48

Je certifie que ce document constitue un document déposé par le Gouvernement français.

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL DES GRANDES CRIMINELS DE GUERRE - NUREMBERG

CONVENTION D'ARMISTICE FRANCO-ALLEMAND

du 22 Juin 1940

M. le Colonel Général KEITEL, Chef du Haut-Commandement allemand, mandaté par le Führer du Reich allemand et commandant suprême des forces armées allemandes

D'UNE PART

et :

M; le Général d'Armée Huntziger,
M. Léon Nöel, Ambassadeur de France,
M. le Vice-Amiral Leluc,
M. le Général de Corps d'Armée Parizot,
M. le Général de l'Air Bergeret,

plénipotentiaires du Gouvernement Français, munis de pouvoirs réguliers,

D'AUTRE PART

sont convenus de la Convention d'Armistice suivante :

1°) Le Gouvernement français ordonne la cessation des hostilités contre le Reich allemand, sur le territoire français ainsi que dans les possessions, colonies, protectorats et territoires sous mandat et sur les mers. Il ordonne que les troupes françaises déjà encerclées par les troupes allemandes déposent immédiatement les armes.

2°) En vue de sauvegarder les intérêts du Reich allemand, le territoire français situé au nord et à l'ouest de la ligne tracée sur la carte ci-annexée sera occupé par les troupes allemandes. Dans la mesure où les régions du territoire occupé ne se trouvent pas encore au pouvoir des troupes allemandes, leur occupation sera effectuée immédiatement après la conclusion de la présente convention.

3°) Dans les régions occupées de la France, le Reich allemand exerce tous les droits de la puissance occupante. Le Gouvernement français s'engage à faciliter par tous les moyens les réglementations relatives à ;'exercice de ces droits et à la mise en exécution avec le concours de l'administration française. Le Gouvernement français invitera immédiatement toutes

H4379 - 0003

les autorités et services administratifs français du territoi
occupé à se conformer aux réglementations des autorités mili-
taires allemandes et à collaborer avec ces dernières d'une ma
nière correcte.

Le Gouvernement Allemand a l'intention de réduire au
strict minimum l'occupation de la côte occidentale après la
cessation des hostilités avec l'Angleterre.

Le Gouvernement Français est libre de choisir son siè
dans le territoire non occupé, ou bien, s'il le désire, de l
transférer même à Paris. Dans ce dernier cas, le Gouverneme
allemand s'engage à accorder toutes facilités nécessaires au
Gouvernement Français et à ses services administratifs, cen-
traux, afin qu'il soit en mesure d'administrer de Paris les
territoires occupés et non occupés.

4°) Les forces armées françaises sur terre, sur mer
et dans les airs devront être démobilisées et désarmées dans
un délai encore à déterminer. Sont exemptes de cette obli-
gation les troupes nécessaires au maintien de l'ordre intéri
Leurs effectifs et leur armement seront déterminés par l'Al-
lemagne ou par l'Allemagne ou par l'Italie respectivement.

Les forces armées françaises stationnées dans les ré-
gions à occuper par l'Allemagne devront être rapidement ra-
menées sur le territoire non occupé et seront démobilisées.
Avant d'être ramenées en territoire non occupé, ces troupes
déposeront leurs armes et leur matériel aux endroits où elle
se trouvent au moment de l'entrée en vigueur de la présente
convention. Elles seront responsables de la remise régulièr
du matériel et des armes susmentionnés aux troupes allemande

5°) Comme garantie de la stricte observation des con-
ditions d'armistice, il pourra être exigé que toutes les pi
d'artillerie, les chars de combat, les engins antichars, le
avions militaires, les canons de la D.C.A., les armes d'inf
terie, tous les moyens de traction et les munitions des uni
de l'armée française engagées contre l'Allemagne et qui se
trouvent, au moment de l'entrée en vigueur de la présente c
vention, sur le territoire qui ne sera pas occupé par l'All
magne, soient livrés en bon état. La Commission Allemande
d'Armistice décidera de l'étendue de ces livraisons. Il pe
être renoncé à la livraison d'avions militaires si tous les
avions encore en possession des forces armées françaises so
désarmée. et mis en sécurité sous contrôle allemand.

6°) Les armes, munitions et matériel de guerre de to
espèce restant en territoire français non occupé - dans la
re où ceux-ci n'auront pas été laissés à la disposition du
vernement Français pour l'armement des unités françaises au

.....

B 46437

H4379 – 0004

risées - devront être entreposés ou mis en sécurité sous contrôle allemand ou italien respectivement. Le Haut-Commandement Allemand se réserve le droit d'ordonner à cet effet toutes les mesures nécessaires pour empêcher l'usage abusif de ce matériel. La fabrication du nouveau matériel de guerre en territoire non occupé devra cesser immédiatemen

7°) Toutes les fortifications terrestres et côtières avec leurs armes et équipements, les stocks et installations de tout genre se trouvant dans les régions à occuper, devron être livrés en bon état. Devront être remis en outre les plans de ces fortifications, ainsi que les plans de celles déjà prises par les troupes allemandes. Tous les détails sur les emplacements minés, les barragesde mines, les fusées à retardement, les barrages chimiques, etc... sont à remettr au Haut Commandement Allemand. Ces obstacles devront être enlevés par les forces françaises sur la demande des autorités allemandes.

8°) La flotte de guerre française - à l'exception de la partie qui est laissée à la disposition du Gouvernement Français pour la sauvegarde des intérêts français dans son empire colonial - sera rassemblée dans les ports à déterminer et devra être démobilisée sous le contrôle de l'Allemagne ou respectivement de l'Italie.

La désignation de ces ports sera faite d'après les ports d'attache des navires en temps de paix. Le Gouvernement Allemand déclare solennellement au Gouvernement Français qu'il n'a pas l'intention d'utiliser pendant la guerre à ses propres fins la flotte de guerre française stationnée dans les ports sous contrôle allemand, sauf les unités nécessaires à la surveillance des côtes et au dragage des mine

Il déclare, en outre, solennellement et formellement qu'il n'a pas l'intention de formuler de revendications à l'égard de la flotte de guerre française, lors de la conclusion de la paix. Exception faite de la partie de la flotte de guerre française, à déterminer, qui sera affectée à la sauvegarde des intérêts français dans l'empire colonial, tous les navires de guerre se trouvant en dehors des eaux territoriales françaises, devront être rappelés en France.

9°) Le Haut Commandement Français devra fournir au Haut Commandement Allemand des indications précises sur toutes les mines posées par la France ainsi que tous barrages de mines dans les ports et en avant des côtes, ainsi que sur les installations militaires de défense et de protection.

B 46438 .....

H4379 – 0005

H4379 - 0006

Le dragage des barrages de mines devra être effectué par les forces françaises, dans la mesure ou le Haut-Commandement allemand l'exigera.

10°) Le Gouvernement Français s'engage à n'entreprendre aucune action hostile contre le Reich allemand avec aucune partie des forces armées qui lui restent, ni d'aucune autre manière.

Le Gouvernement Français empêchera également les membres des forces armées françaises de quitter le territoire français et veillera à ce que ni armes ni équipements quelconques, ni navires, avions, etc... ne soient transférés en Angleterre ou à l'étranger.

Le Gouvernement Français interdira aux ressortissants français de combattre contre l'Allemagne au service d'Etats avec lesquels l'Allemagne se trouve encore en guerre. Les ressortisssants français qui ne se conformeraient pas à cette prescription seront traités par les troupes allemandes comme francs-tireurs.

11°) Jusqu'à nouvel ordre, il sera interdit aux navires de commerce français de tous genres, y compris les bâtiments de cabotage et les bâtiments de port se trouvant sous contrôle français, de sortir des ports. La reprise du trafic commercial sera subordonnée à l'autorisation préalable du Gouvernement Allemand ou du Gouvernement Italien respectivement.

Les navires de commerce français se trouvant en dehors des ports français seront rappelés en France par le Gouvernement Français et si cela n'est pas possible, ils seront dirigés sur des ports neutres.

Tous les navires de commerce allemands arraisonnés, se trouvant dans les ports français, seront rendus en bon état, si la demande en est faite.

12°) Une interdiction de décollage à l'égard de tous les avions se trouvant sur le territoire français sera prononcée immédiatement. Tout avion décollant sans autorisation préalable allemande sera considéré par l'aviation militaire allemande comme avion ennemi et traité comme tel.

.....

B46439

H4379 - 0007

Les aérodromes et les installations terrestres de l'aviation militaire en territoire non occupé seront contrôlés par les allemands ou les italiens respectivement. Le Gouvernement Français est tenu de mettre à la disposition des autorités allemandes tous les avions étrangers se trouvant en territoire non occupé ou de les empêcher de poursuivre leur route. Ces avions devront être livrés aux autorités militaires allemandes.

13°) Le Gouvernement Français s'engage à veiller à ce que, dans le territoire à occuper par les troupes allemandes, toutes les installations, établissements et stocks militaires soient remis intacts aux troupes allemandes. Il devra, en outre, veiller à ce que les ports, les entreprises industrielles et les chantiers navals restent dans l'état dans lequel ils se trouvent actuellement, et à ce qu'ils ne soient endommagés d'aucune façon, ni détruits.

Il en est de même pour les moyens et voies de communication de toute nature, notamment en ce qui concerne les voies ferrées, les routes et voies navigables, l'ensemble des réseaux télégraphiques et téléphoniques, ainsi que les installations d'indication de navigabilité et de balisage des côtes. En outre, le Gouvernement Français s'engage sur ordre du Haut Commandement Allemand à procéder à tous les travaux de remise en état nécessaires.

Le Gouvernement Français veillera à ce que, sur le territoire occupé, soient disponibles le personnel spécialisé nécessaire et la quantité de matériel roulant de chemin de fer et autres moyens de communication correspondant aux conditions normales du temps de paix.

14°) Tous les postes émetteurs de T.S.F. se trouvant en territoire français doivent cesser sur le champ leurs émissions. La reprise des transmissions par T.S.F. dans la partie du territoire non occupé sera soumise à une réglementation spéciale.

15°) Le Gouvernement Français s'engage à effectuer le transport en transit des marchandises entre le Reich Allemand et l'Italie à travers le territoire non occupé dans la mesure requise par le Gouvernement Allemand.

16°) Le Gouvernement Français procèdera au rapatriement de la population dans les territoires occupés, d'accord avec les services allemands compétents.

B 46420

.....

H4379 - 0008

17°) Le Gouvernement Français s'engage à empêcher tout transfert de valeurs à caractère économique et de stocks du territoire à occuper par les troupes allemandes dans le territoire non occupé ou à l'étranger. Il ne pourra être disposé de ces valeurs et stocks se trouvant en territoire occupé, qu'en accord avec le Gouvernement du Reich étant entendu que le Gouvernement Allemand tiendra compte de ce qui est nécessaire à la vie des populations des territoires non occupés.

18°) Les frais d'entretien des troupes d'occupation allemande sur le territoire français seront à la charge du Gouvernement Français.

19°) Tous les prisonniers de guerre et prisonniers civils allemands, y compris les prévenus et condamnés qui ont été arrêtés et condamnés pour des actes commis en faveur du Reich allemand, doivent être remis sans délai aux troupes allemandes.

Le Gouvernement Français est tenu de livrer sur demande tous les ressortissants allemands désignés par le Gouvernement du Reich et qui se trouvent en France de même que dans les possessions françaises, les colonies, les territoires sous protectorat et sous mandat.

Le Gouvernement Français s'engage à empêcher le transfert de prisonniers de guerre et de prisonniers civils allemands de France dans les possessions françaises ou bien à l'étranger. Pour ce qui concerne les prisonniers déjà transférés hors de France, de même que les prisonniers de guerre allemands malades, inévacuables ou blessés, des listes exactes portant la désignation de l'endroit de leur séjour doivent être présentées. Le Haut-Commandement Allemand s'occupera des prisonniers de guerre allemands, malades ou blessés.

20°) Les membres des forces armées françaises qui sont prisonniers de guerre de l'armée allemande resteront prisonniers de guerre jusqu'à la conclusion de la paix.

21°) Le Gouvernement Français est responsable de la mise en sécurité de tous les objets et valeurs dont la remise en bon état ou la tenue à la disposition de l'Allemagne est stipulée dans cette Convention ou dont le transfert en dehors de la France est défendu. Le Gouvernement Français sera passible de dommages et intérêts pour toutes

.....

B 46441

H4379 - 0009

les destructions, dommages ou détournements contraires à la présente Convention.

22°) Une commission d'armistice allemande agissant sous les ordres du Haut-Commandement Allemand, règlera et contrôlera l'exécution de la Convention d'armistice.

La Commission d'armistice est, en outre, appelée à assurer la concordance nécessaire de cette Convention avec la Convention d'armistice italo-française. Le Gouvernement Français constituera au siège de la Commission d'armistice allemande une délégation chargée de représenter les intérêts français et de recevoir les ordres d'exécution de la Commission allemande d'armistice.

23°) Cette convention d'armistice entrera en vigueur aussitôt que le Gouvernement Français sera également arrivé, avec le gouvernement Italien, à un accord relatif à la cessation des hostilités. La cessation des hostilités aura lieu six heures après que le Gouvernement Italien aura annoncé au Gouvernement du Reich la conclusion de cet accord.

Le Gouvernement du Reich fera connaître par radio ce moment au Gouvernement Français.

24°) La présente Convention d'armistice est valable jusqu'à la conclusion du traité de paix. Elle peut être dénoncée à tout moment, pour prendre fin immédiatement par le Gouvernement Allemand si le Gouvernement Français ne remplit pas les obligations par lui assumées dans la présente Convention.

La présente Convention d'Armistice a été signée le 22 Juin 1940, à 18 H.50, heure d'été allemande, dans la forêt de Compiègne.

Signé : HUNTZIGER - KEITEL

B 46442

H4379 - 0010

Der deutsch - franzoesische Waffenstillstandsvertrag.

24 Punkte.

Berlin, 25. Juni 1940.

Zwischem dem Fuehrer des Deutschen Reic hes und Obersten B efehlshaber der deutschen Wehrmacht beauftragten Chefs des Oberkommandos der Wehrmacht, Generaloberst Keitel, einerseits und den mit ausreichenden Vollmachten versehenen B evollmaechtigten der franzoesischen Regierung: Armeegeneral Huntziger, Vorsitzender der Delegation, franzoesischer Botschafter Noel Vizeadmiral Le Luc, Armeekorpsgeneral Parisot und General der Luftwaffe Bergeret andererseits ist der nachstehende Waffenstillstandsvertrag vereinbart worden:

1.

Die franzoesische Regierung veranlasst in Frankreich sowie in den franzoesischen Besitzungen, Kolonien, Protektoratsgebieten und Mandaten sowie auf den Meeren die Einstellung des Kampfes gegen das Deutsche Reich. Sie bestimmt die sofortige Waffenniederlegung der von den deutschen Truppen bereits eingeschlossenen franzoesischen Verbaende.

2.

Zur Sicherstellung der Interessen des Deutschen Reiches wird das franzoesische Staatsgebiet noerdlich und westlich der in anliegender Karte gezeichneten Linie von deutschen Truppen besetzt. Soweit sich die zu besetzenden Teile noch nicht in Gewalt der deutschen Truppen befinden, wird diese Besetzung unverzueglich nach Abschluss des Vertrages durchgefuehrt.

3.

In den besetzten Teilen Frankreichs uebt das Deutsche Reich alle Rechte der besetzenden Macht aus. Die franzoesische Regierung verpflichtet sich die in Ausuebung dieser Rechte ergehenden Anordnungen mit allen Mitteln zu unterstuetzen und mit Hilfe der franzoesischen Verwaltung durchzufuehren. Alle franzoesischen B ehoerden und Dienststellen des besetzten Gebietes sind daher von der franzoesischen Regierung unverzueglich anzuweisen, den Anordnungen der deutschen Militaerbefehlshaber Folge zu leisten und in korrekter Weise mit diesen zusammenzuarbeiten.

Es ist die Absicht der deutschen Regierung, die Besetzung der Westkueste nach Einstellung der Feindseligkeiten mit England auf das unbedingt erforderliche Ausmass zu beschraenken.

Der franzoesischen Regierung bleibt es ueberlassen, ihren Regierungssitz im unbesetzten Gebiet zu waehlen, oder wenn sie es wuenscht, auch nach Paris zu verlegen. Die deutsche Regierung sichert in diesem Falle der franzoesischen Regierung und ihren Zentralbehoerden jede notwendige Erleichterung zu, damit sie die Verwaltung des besetzten und nichtbesetzten Gebietes von Paris aus durchzufuehren in der Lage ist.

B 46443

H4379 – 0011

4.

Die f ranzoesische Wehrmacht zu Lande, zu Wasser und in der Luft ist in einer noch zu bestimmenden Frist demobil zu machen und abzuruesten. Ausgenommen davon sind nur jene Verbaende, die fuer die Aufrechterhaltung der inneren Ordnung noetig sind. Ihre Staerke und Bewaffnung bestimmen Deutschland bezw. Italien. Die in den von Deutschland zu besetzenden Gebieten befindlichen Verbaende der franzoesischen Wehrmacht werden beschleunigt in das nicht zu besetzende Gebiet zurueckgefuehrt und sind zu entlassen. Diese Truppen legen vor ihrem Abmarsch ihre Waffen und ihr Geraet an dem Platz nieder, wo sie sich zur Zeit des Inkrafttretens dieses Vertrages befinden. Sie sind fuer eine ordentliche Uebergabe an die deutschen Truppen verantwortlich.

5.

Als garantie fuer die Einhaltung des Waffenstillstandes kann gefordert werden die unversehrte Auslieferung aller jener Geschuetze, Panzerwagen, Panzerabwehrwaffen, Kriegsflugzeuge, Flackgeschuetze, Infanteriewaffen, Zugmittel und Munition von Verbaenden der franzoesischen Wehrmacht, die im Kampf gegen Deutschland standen und sich zur Zeit des Inkrafttretens dieses Abkommens in dem von Deutschland nicht zu besetzenden Gebiete befinden. Den Umfang der Auslieferungen bestimmt die deutsche Waffenstillstandskommission

6.

Die verbleibenden Waffen, Munitionsmengen und Kriegsgeraete jeder Art im unbesetzten Teil Frankreichs sind – soweit sie nicht zur Ausruestung der zugebilligten franzoesischen Verbaende freigegeben werden – unter deutscher bezw. italienischer Kontrolle zu lagern bezw. sicherzustellen. Es bleibt dem deutschen Oberkommanto vorbehalten, hierbei alle jene Massnahmen anzuordnen, die erforderlich sind, um den unbefugten Gebrauch dieser Bestaende auszuschliessen. Die Neuanfertigung von Kriegsgeraeten ist im unbesetzten Gebiet sofort einzustellen.

7.

In dem zu besetzenden Gebiet sind alle Land- und Kuestenbefestigungen mit Waffen , Munition und Geraet, Bestaenden und Anlagen jeder Art unversehrt zu uebergeben. Die Plaene dieser Befestigungen sowie die Plaene der von den deutschen Truppen bereits eroberten sind auszuliefern. Die genauen Angaben ueber vorbereitete Sprengungen, angelegte Landminensperren, Zeitzuender, Kampfstoffsperren usw. sind dem deutschen Oberkommando vorzulegen. Diese Hindernisse sind bei deutscher Aufforderung durch franzoesische Kraefte zu beseitigen.

8.

Die franzoesische Kriegsflotte ist – ausgenommen jener Teil, der fuer die Wahrung der franzoesischen Interessen in ihrem Kolonialreich der franzoesischen Regierung freigegeben wird – in naeher zu bestimmende Haefen zusammenzuziehen und unter deutscher bwz. italienischer Kontrolle demobil zu machen und abzuruesten. Massgebend fuer die Bestimmung der Haefen soll der Friedensstandort der Schiffe sein. Die deutsche Regierung erklaert der franzoesischen Regierung feierlich, dass sie nicht beabsichtigt, die franzoesische Kriegsflotte, die sich in unter deutscher Kontrolle stehenden Haefen befindet, im Kriege fuer ihre Zwecke zu verwenden, ausser solchen Einheiten, die fuer Zwecke der Kuestenwacht und des Minenraeumens benoetigt werden.

B 46444

H4379 - 0012

Sie erklaert weiterhin feierlich und ausdruecklich, dass sie nicht beabsichtigt, eine Forderung auf die franzoesische Kriegsflotte bei Friedensschluss zu erheben. Ausgenommen jenen zu bestimmenden Teilen der franzoesischen Kriegsflotte, der die franzoesischen Interessen im Kolonialreich zu vertreten hat, sind alle ausserhalb Frankreichs befindlichen Kriegsschiffe nach Frankreich zurueckzurufen.

9.

Das franzoesische Oberkommando hat dem deutschen Oberkommando genaue Angaben ueber alle von Frankreich ausgelegten Minen sowie ueber alle sonstigen Haefen- und Kuestenvorfeldsperren und Verteidigungs- und Abwehranlagen zu machen.

Die Raeumung der Minensperren ist, sow eit es das deutsche Oberkommando fordert, durch franzoesische Kraefte durchzufuehren.

10.

Die franzoesische Regierung verpflichtet sich, mit keinem Teil der ihr verbliebenen Wehrmacht und in keiner Weise weiterhin feindselige Handlungen gegen das Deutsche Reich zu unternehmen.

Ebenso wird die franzoesische Regierung verhindern, dass Angehoerige der franzoesischen Wehrmacht ausser Landes gehen und dass Waffen und Ausruestungen irgendwelcher Art, Schiffe, Flugzeuge usw. Nach England oder in das sonstige Ausland verbracht werden.

Die franzoesische Regierung wird franzoesischen Staatsangehoerigen verbieten, im Dienst von Staaten, mit denen sich das Deutsche Reich noch im Kriege befindet, gegen dieses zu Kaempfen. Franzoesische Staatsangehoerige, die dem zuwiderhandeln, werden von den deutschen Truppen als Freischaerler behandelt werden.

11.

Den franzoesischen Handelsschiffen aller Art, einschliesslich der Kuesten- und Hafenfahrzeuge, die sich in franzoesischen Haenden befinden, ist bis auf weiteres das Auslaufen zu verbieten. Die Wiederaufnahme des Handelsverkehrs unterliegt der Genehmigung der deutschen bzw. italienischen Regierung.

Franzoesische Handelsschiffe, die sich ausserhalb franzoesischer Haefen befinden, wird die franzoesische Regierung zurueckrufen oder falls, dies nicht ausfuehrbar ist, in neutrale Haefen beordern.

Alle in franzoesischen Haefen befindlichen aufgebrachten deutschen Handelsschiffe sind auf Anforderung unversehr zurueckzugeben.

12.

Fuer alls auf franzoesischem Boden befindlichen Flugzeuge ist ein sofortiges Startverbot zu erlassen. Jedes ohne deutsche Genehmigung startende Flugzeug wird von der deutschen Luftwaffe als feindlich angesehen und demgemaess behandelt werden.

B 46445

H4379 – 0013

12.

Die im unbesetzten Gebiet befindlichen Flugplaetze und Bodeneinrichtungen der Luftwaffe werden von deutschen bzw. italienischen Kontrollen ueberwacht. Ihre Unbrauchbarmachung kann verlangt werden. Die franzoesische Regierung ist verpflichtet, alle im unbesetzten Gebiet befindlichen fremden Flugzeuge zur Verfuegung zu stellen bzw. am Weiterflug zu verhindern. Sie sind der deutschen Wehrmacht zuzufuehren.

13.

Die franzoesische Regierung verpflichtet sich, dafuer Sorge zu tragen, dass in den durch deutsche Truppen zu b esetzenden Gebieten alle Anla gen, Einrichtungen und Bestaende der Wehrmacht unversehr den deutschen Truppen uebergeben werden. Sie wird ferner dafuer sorgen, dass Haefen, Industrieanlagen und Werften im derzeitigen Zustand belassen und in keiner Weise beschaedigt oder zerstoert werden. Das gleiche gilt fuer alle Verkehrsmittel und Verkehrswege, insbesondere fuer Eisenbahnen, Strassen und die Binnenschiffahrtswege, fuer das gesamte Fernmeldenetz sowie fuer die Einrichtungen der Fahrwasserbezeichnung und Kuestenbefeuerung.

Ebenso verpflichtet sich, auf Anordnung des deutschen Oberkommandos alle hier erforderlichen Wiederherstellungsarbeiten zu leisten.

Die franzoesische Regierung sorgt dafuer, dass in dem b esetzten Gebiet das erforderlich Fachpersonal, die Menge an rollendem Eisenbahnmaterial und die sonstigen Verkehrsmittel vorhanden sind, so wie sie den normalen Verhaeltnissen des Friedens entsprechen.

14.

Fuer alle auf franzoesischem Boden befindlichen Funksendestationen gilt ein sofortiges Sendeverbot. Die Wiederaufnahme des Funkverkehrs aus dem unbesetzten Teil Frankreichs bedarf der besonderen Regelung.

15.

Die franzoesische Regierung verpflichtet sich, den durch das unbesetzte Gebiet fuehrenden Guetertransitverkehr zwischen dem Deutschem Reich und Italien in dem von der deutschen Regierung geforderten Umfang durchzufuehren.

16.

Die franzoesische Regierung wird die Rueckfuehrung der Bevoelkerung in die besetzten Gebiete im Einvernehmen mit den zustaendigen deutschen Stellen durchfuehren.

17.

B 46446

Die franzoesische Regierung verpflichtet sich, jedes Verbringen von wirtschaftlichen Werten und Vorraeten aus dem von den deutschen Truppen zu besetzenden Gebiet in das unbesetzte Gebiet oder in das Ausland zu verhindern. Ueber diese im besetzten Gebiet befindlichen Werte und Vorraete ist nur im Einvernehmen mit der deutschen Regierung zu verfuegen.

Die deutsche Regierung wird dabei die Lebensbeduerfnisse der Bevoelkerung der unbesetzten Gebiete beruecksichtigen.

18.

Die Kosten fuer den Unterhalt der deutschen Besatzungstruppen auf franzoesischem Boden traegt die franzoesische Regierung.

19.

Alle in franzoesischem Gewahrsam befindlichen Kriegs- und Zivilgefangenen einschliesslich der Haft- und Strafgefangenen, die wegen einer Tat zugunsten des Deutschen Reiches festgenommen und verurteilt sind, sind unverzueglich den deutschen Truppen zu uebergeben. Die franzoesische Regierung ist verpflichtet, alle in Frankreich sowie in den franzoesischen Besitzungen, Kolonien, Protektoratsgebieten und Mandaten befindlichen Deutschen, die von der deutschen Regierung namhaft gemacht werden, auf Verlangen auszuliefern.

Die franzoesische Regierung verpflichtet sich, zu verhindern, dass deutsche Kriegs- und Zivilgefangene aus Frankreich in franzoesische Besitzungen oder in das Ausland verbracht werden. Ueber bereits ausserhalb Frankreichs verbrachte Gefangene, sowie ueber die nicht transportfaehigen kranken und verwundeten deutschen Kriegsgefangenen sind genaue Listen mit Angabe ihres Aufenthaltortes vorzulegen. Die Fuersorge ueber die kranken und verwundeten deutschen Kriegsgefangenen uebernimmt das deutsche Oberkommando.

20.

Die in deutscher Kriegsgefangenschaft befindlichen franzoesischen Wehrmachtsangehoerigen bleiben bis zum Abschluss des Friedens kriegsgefangen.

21.

Die franzoesische Regierung haftet fuer die Sicherung aller Gegenstaende und Werte, deren unversehrte Uebergabe oder Bereithaltung zu deutscher Verfuegung in diesem Vertrag gefordert oder deren Verbringung ausser Landes verboten ist. Die franzoesische Regierung ist zum Schadenersatz fuer alle Zerstoerungen Schaedigungen oder Verschleppungen, die dem Vertrag zuwiderlaufen, verpflichtet.

22.

Die Durchfuehrung des Waffenstillstandesvertrages regelt und ueberwacht eine deutsche Waffenstillstandskommision, die ihre Taetigkeit nach den Weisungen des deutschen Oberkommandos ausuebt. Aufgabe der Waffenstillstandskommission ist ferner, die erforderliche Uebereinstimmung dieses Vertrages mit dem italienisch-franzoesischen Waffenstillstandsvertrag sicherzustellen. Die Franzoesische Regierung stellt zur Vertretung der franzoesischen Wuensche und zur Entgegennahme der Durchfuehrungsanordnungen der deutschen Waffenstillstandskommission eine Abordnung an den Sitz der deutschen Waffenstillstandskommission.

23.

Dieser Waffenstillstandsvertrag tritt in Kraft, sobald die franzoesische Regierung auch mit der italienischen Regierung ein Uebereinkommen ueber die Einstellung der Feindseligkeiten getroffen hat.

B 46447

H4379 - 0014

H4379 - 0015

Die Feindseligkeiten werden sechs Stunden nach dem Zeitpunkt, zu dem die italienische Regierung der Reichsregierung von dem Abschluss dieses Uebereinkommens Mitteilung gemacht hat, eingestellt werden. Die Reichsregierung wird der französischen Regierung diesen Zeitpunkt auf dem Funkwege mitteilen.

24.

Der Waffenstillstandsvertrag gilt bis zum Abschluss des Friedensvertrages. Er kann von der deutschen Regierung jederzeit mit sofortiger Wirkung gekuendigt werden, wenn die französische Regierung die von ihr durch den Vertrag uebernommenen Verpflichtungen nicht erfuellt.

Dieser Waffenstillstandsvertrag ist im Walde von Compiegne am 22. Juni 1940, 18.50 Uhr deutscher Sommerzeit, unterzeichnet worden.

gez. Huntziger. gez. Keitel.

Die in Artikel 2 des Waffenstillstandsvertrages erwaehnte Linie beginnt im Osten an der französisch-schweizerischen Grenze bei Genf und verlaeuft dann etwa ueber die Orte Dole, Paray le Monial und Bourges bis etwa 20 Kilometer oestlich von Tours. Von hier geht sie in einer Entfernung von 20 Kilometern ostwaerts der Bahnlinie Tours - Angouleme - Bibourne sowie weiter ueber Mont-de-Marsan und Orthez bis zur spanischen Grenze.

B 46448

H-4379

RF 203

Filed Jan 22, 1946

13

H4379 – 0016